

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2000

[C — 2004/29162]

12 MEI 2004. — Decreet houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord tussen de Regering van de Republiek Slovenië, enerzijds, en de Franse Gemeenschap van België en het Waals Gewest, anderzijds, gedaan te Ljubljana op 21 maart 2003 (1)

Het Parlement heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Samenwerkingsakkoord tussen de Regering van de Republiek Slovenië, enerzijds, en de Franse Gemeenschap van België en het Waals Gewest, anderzijds, gedaan te Ljubljana op 21 maart 2003, zal volkomen uitwerking hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Optrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota's

Zitting 2003-2004 :

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 541-1. — Verslag, nr. 541-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 5 mei 2004.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2001

[C — 2004/29163]

19 MAI 2004. — Décret relatif à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement (1)

Le Parlement a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions préliminaires*

Article 1^{er}. Le présent décret transpose la directive 2000/43/CE du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique, et la directive 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il convient d'entendre par :

1° « principe de l'égalité de traitement » : absence de toute discrimination directe ou indirecte fondée sur des motifs tels que la prétendue race, l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle;

2° « discrimination directe » : discrimination qui se produit lorsqu'une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne le serait dans une situation comparable sur la base de l'un des motifs visés au 1°;

3° « discrimination indirecte » : discrimination qui se produit lorsqu'une disposition, un critère ou une pratique apparemment neutre est susceptible d'entraîner un désavantage particulier pour des personnes en raison d'un des motifs de discrimination visés au 1° par rapport à d'autres personnes, à moins que cette disposition, ce critère ou cette pratique ne soient objectivement justifiés par un objectif légitime et que les moyens de réaliser cet objectif ne soient appropriés et nécessaires;

4° « le Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française.

§ 2. Tout comportement consistant à enjoindre à quiconque de pratiquer une discrimination à l'encontre de personnes pour l'un des motifs visés au § 1^{er}, 1°, est considéré comme une discrimination.

Art. 3. Le présent décret est applicable aux membres du personnel :

1° des Services du Gouvernement, à savoir le ministère de la Communauté française et le service d'appui aux cabinets ministériels;

2° des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII créé en vertu de l'article 19 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

3° des établissements d'enseignement en Communauté française, tous types, tous niveaux, tous réseaux confondus tels que visés par l'article 24, § 4, de la Constitution;

4° du Centre hospitalier universitaire de Liège.

§ 2. Le présent décret est applicable aux associations subventionnées, agréées ou reconnues par la Communauté française dans le cadre des matières relevant de ses compétences.

§ 3. Le présent décret s'applique aux matières visées à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de la Constitution et aux articles 4 et 5 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

CHAPITRE II. — *Principes généraux*

Art. 4. Toute discrimination directe ou indirecte est interdite.

Art. 5. Une différence de traitement fondée sur une caractéristique liée à l'un des motifs visés à l'article 2, § 1^{er}, 1°, ne constitue pas une discrimination lorsque, en raison de la nature d'une activité ou des conditions de son exercice, la caractéristique en cause constitue une exigence essentielle et déterminante, pour autant que l'objectif soit légitime et que l'exigence soit proportionnée.

Art. 6. Une différence de traitement fondée sur l'âge ne constitue pas une discrimination lorsqu'elle est objectivement et raisonnablement justifiée, par un objectif légitime, et que les moyens de réaliser cet objectif sont appropriés et nécessaires.

Art. 7. Le principe de l'égalité de traitement n'empêche pas de maintenir ou d'adopter des mesures spécifiques destinées à prévenir ou à compenser des désavantages liés à l'un des motifs visés à l'article 2, § 1^{er}, 1°.

Art. 8. Afin de garantir le respect du principe de l'égalité de traitement à l'égard des personnes handicapées, des aménagements raisonnables sont effectués.

La personne responsable prend les mesures appropriées, en fonction des besoins dans une situation concrète, pour permettre à une personne handicapée de se voir dispenser une formation, sauf si ces mesures imposent à la personne responsable une charge disproportionnée.

CHAPITRE III. — *Sanctions*

Art. 9. Toute discrimination directe ou indirecte sur les lieux de travail commise par un membre du personnel statutaire peut donner lieu à une procédure disciplinaire conformément aux dispositions applicables au personnel statutaire.

Art. 10. Le Gouvernement peut suspendre ou retirer la subvention, l'agrément ou la reconnaissance des associations subventionnées, agréées ou reconnues par la Communauté française lorsqu'il constate que cette association a commis une discrimination au sens du présent décret ou de la loi du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Cette suspension ou ce retrait s'effectue conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires relatives à la reconnaissance, à l'agrément ou au subventionnement de ces associations.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,

M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

Notes

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 543-1. — Rapport, n° 543/2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 11 mai 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2001

[C — 2004/29163]

19 MEI 2004. — Decreet houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling (1)

Het Parlement heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Voorafgaande bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet heeft tot doel de richtlijn 2000/43/EG van 29 juni 2000 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van personen ongeacht ras of etnische afstamming en de richtlijn 2000/78/EG van 27 november 2000 tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep, om te zetten.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° « beginsel van gelijke behandeling » : de afwezigheid van elke vorm van directe of indirecte discriminatie op basis van gronden zoals zogenaamd ras, etnische afstamming, godsdienst of overtuiging, handicap, leeftijd of seksuele geaardheid;

2° « directe discriminatie » : wanneer iemand op basis van één van de gronden bedoeld in 1° ongunstiger wordt behandeld dan een ander in een vergelijkbare situatie wordt, is of zou worden behandeld;

3° « indirecte discriminatie » : wanneer een ogenschijnlijk neutrale bepaling, maatstaf of handelwijze personen wegens één van de gronden bedoeld in 1° in vergelijking met andere personen bijzonder benadeelt, tenzij die bepaling, maatstaf of handelwijze objectief wordt gerechtvaardigd door een legitiem doel en de middelen voor het bereiken van dat doel passend en noodzakelijk zijn;

4° « de Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Een opdracht tot het discrimineren van personen op basis van één van de gronden bedoeld in § 1, 1° wordt beschouwd als discriminatie.

Art. 3. Dit decreet is van toepassing op de personeelsleden van :

1° de Diensten van de Regering, met name het Ministerie van de Franse Gemeenschap en het Ondersteuningsorgaan van de ministeriële kabinetten;

2° de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder Sectorcomité XVII opgericht krachtens artikel 19 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

3° de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap, alle types, alle niveaus, alle netten samen zoals bedoeld in artikel 24, § 4, van de Grondwet;

4° het « Centre hospitalier universitaire de Liège ».

§ 2. Dit decreet is van toepassing op de verenigingen gesubsidieerd, goedgekeurd of erkend door de Franse Gemeenschap in het kader van de aangelegenheden die onder haar bevoegdheid ressorteren.

§ 3. Dit decreet is van toepassing op de aangelegenheden bedoeld in artikel 127, § 1, eerste lid, 2° van de Grondwet en in de artikelen 4 en 5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

HOOFDSTUK II. — *Algemene beginsels*

Art. 4. Elke vorm van directe of indirecte discriminatie wordt verboden.

Art. 5. Een verschil in behandeling dat op een kenmerk in verband met één van de gronden bedoeld in artikel 2, § 1, 1° berust, vormt geen discriminatie, indien een dergelijk kenmerk, vanwege de aard van de betrokken specifieke beroepsactiviteiten of de context waarin deze worden uitgevoerd, een wezenlijk en bepalend vereiste vormt, mits het doel legitiem en het vereiste evenredig aan dat doel is.

Art. 6. Een verschil in behandeling dat op de leeftijd berust, vormt geen discriminatie wanneer het objectief en redelijk wordt gerechtvaardigd door een legitiem doel en de middelen voor het bereiken van dat doel passend en noodzakelijk zijn.

Art. 7. Het beginsel van gelijke behandeling belet niet de handhaving of de aanneming van specifieke maatregelen om de nadelen verband houdende met één van de gronden bedoeld in artikel 2, § 1, 1° te voorkomen of te compenseren.

Art. 8. Teneinde te waarborgen dat het beginsel van gelijke behandeling met betrekking tot personen met een handicap nageleefd wordt, wordt voorzien in redelijke aanpassingen.

De verantwoordelijke persoon neemt, naargelang de behoeften, in een concrete situatie, passende maatregelen om een persoon met een handicap in staat te stellen een opleiding te genieten, tenzij deze maatregelen voor de verantwoordelijke persoon een bovenmaatse belasting vormen.

HOOFDSTUK III. — *Straffen*

Art. 9. Elke vorm van directe of indirecte discriminatie op het werk gepleegd door een vast benoemd personeelslid kan aanleiding geven tot een tuchtprocedure overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op de vast benoemde personeelsleden.

Art. 10. De Regering kan de subsidie, de goedkeuring of de erkenning van verenigingen schorsen of intrekken die gesubsidieerd, goedgekeurd of erkend worden door de Franse Gemeenschap wanneer ze vaststelt dat deze vereniging discriminatie gepleegd heeft in de zin van dit decreet of de wet van 25 februari 2003 ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.

Deze schorsing of deze intrekking gebeurt overeenkomstig de decreets- en reglementsbevestigingen betreffende de erkenning, de goedkeuring of de subsidiëring van deze verenigingen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota's

(1) ...

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2002

[2004/201682]

27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001 et du 12 août 2003;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible;

Considérant que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié à ce jour, est complété comme suit :

« - la tutelle sur les zones de police telle que définie par le décret du 12 février 2004. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 12 février 2004.